

Quand le béton est repeint en vert

L'utilisation massive de béton, entraînée par la construction d'infrastructures et l'expansion des métropoles, ravage le monde : pollutions, surexploitation du sable, destruction des terres... Rassurons-nous : grâce aux opérations de communication des industriels et des politiciens, le béton devient « bas carbone ». La transition vers la croissance verte est en marche.

Après la voiture et l'avion propres ou encore le nucléaire propulsé comme principale source d'énergie décarbonée, c'est au tour du béton d'être plongé dans la marmite du greenwashing... Sa production s'élève chaque année à 6 milliards de mètres cubes. Même si un plateau semble se dessiner, la consommation de ce matériau très ancien composé essentiellement d'eau, de sable, de graviers et de ciment n'a cessé d'exploser dans les dernières décennies pour édifier les infrastructures et les métropoles en expansion. Mais le béton est également à l'origine d'innombrables ravages écologiques, dont une part importante des émissions de CO₂ : c'est pourquoi il est désormais au cœur d'une vaste opération de communication afin de le verdier.

Des nuisances en béton

Les ravages du béton ne sont plus à démontrer, et les industriels eux-mêmes les reconnaissent. Les requêtes se multiplient contre cette matière massivement utilisée, considérée comme la condition de l'expansion, vantée comme magique, mais à l'origine de multiples problèmes révélés notamment par l'effondrement spectaculaire, le 14 août 2018, du viaduc du Polcevera à Gênes. L'expansion du béton a accompagné l'essor des économies capitalistes mondialisées, elle a donné naissance à l'une des industries les plus polluantes de la planète, à l'origine, selon les estimations, de 4 à 8 % des émissions mondiales de CO₂, juste derrière le pétrole, le charbon et le gaz. Mais les ravages de ce matériau vont au-delà des seuls enjeux climatiques : ses poussières provoquent des maladies respiratoires, son extraordinaire consommation de sable fragilise les littoraux, l'absence de recyclage et de réutilisation impose la gestion de stocks considérables, sans parler de l'urbanisme brutal qu'il rend possible et de sa durée de vie limitée qui impose d'immenses coûts de maintenance. Le philosophe Anselm Jappe a récemment retracé l'épopée de ce matériau en proposant d'en faire le cœur de nos impasses socio-écologiques mais aussi un laboratoire pour lier la critique du capitalisme et celle de la société industrielle moderne¹.

Quoique matériau ancien, le béton a surtout entamé son essor au XIX^e siècle lorsque le ciment moderne apparaît, puis le béton armé coulé sur des tiges d'acier, qui permettent d'en multiplier les utilisations. Les liants étaient jusqu'alors constitués soit de pâtes d'argile, soit de chaux, employés purs ou avec du sable. L'argile se trouvait en abondance et la chaux pouvait être aisément obtenue par la cuisson du calcaire à une température relativement peu élevée ; des milliers de chaudières produisaient d'ailleurs dans des fours répandus partout sur le territoire au début du XIX^e. Le béton armé fut quant à lui imaginé par un jardinier, Joseph Monier, qui mit au point ce procédé pour construire des bacs à fleurs plus résistants ! Mais à partir de la fin du XIX^e siècle, puis surtout après 1945, le béton est devenu un matériau produit en quantité exponentielle par un secteur industriel très concentré qui devient l'un des plus capitalistiques, puisque quelques

grandes entreprises mondiales concentrent désormais l'essentiel de la production².

« Monsieur béton décarboné »

Tout au long du XX^e siècle, le béton n'a cessé d'être promu comme populaire, artisanal et sain. Son bas coût et ses potentiels architecturaux en ont longtemps fait un produit miraculeux susceptible de résoudre les problèmes de logement et de démultiplier les constructions spectaculaires. C'est cette image qui se fissure désormais, poussant de plus en plus d'industriels, de promoteurs et de politiciens à engager une immense opération de communication afin de pouvoir continuer à bétonner comme avant.

Il y a quelques mois par exemple, confronté à des oppositions croissantes à l'égard de sa politique de bétonisation de la ville, le maire socialiste de Dijon François Rebsamen l'a défendu en annonçant lors d'un « Facebook live » l'avènement du « béton décarboné ». Réaffirmant la nécessité de construire pour répondre à la demande de logement, il annonçait sans sourcilier qu'« aujourd'hui, toutes les constructions sont aux normes environnementales réglementaires. Bientôt on aura du béton décarboné, donc sans ciment ! Donc on me dira "Vous êtes Monsieur béton !", et je dirai "Je suis Monsieur béton décarboné !". C'est ce que veulent les écologistes, et moi aussi, pour l'avenir de la planète³ ».

Cette déclaration offre un bon exemple du brouillage du langage qui caractérise notre époque. François Rebsamen offre le cas presque caricatural de ces politiciens professionnels qui ont désespéré Billancourt et conduit à l'effondrement de la gauche. Il a commencé sa carrière au conseil régional de Bourgogne avant de devenir lui-même un notable socialiste, sénateur-maire, occupant tous les postes jusqu'à celui de ministre du Travail. En juin 2021, le gouvernement d'Emmanuel Macron l'a opportunément nommé président d'une « commission pour la relance durable de la construction de logements ». Étrange intitulé pour une commission qui visait d'abord à permettre la poursuite du bétonnage face à la multiplication des oppositions qui fleurissent un peu partout. Dans le rapport rendu, le maire se présente comme le champion d'une politique de métropolisation vertueuse, il vante la smart city et annonce le découplage prochain entre la construction urbaine et ses coûts environnementaux, justifiant dès lors la relance des politiques qui artificialisent les sols et détruisent nos milieux de vie.

Nouveaux marchés et nouvelles promesses

Cet exemple montre comment fonctionne le système capitaliste contemporain et comment se nouent les convergences d'intérêts entre politiciens et industriels afin que se poursuive le désastre. Sous la pression, l'industrie cimentière a en effet promis en 2021 d'engager sa transition écologique et de baisser de 25 % ses émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030, voire même



de 80 % d'ici à 2050, mais sans vraiment savoir comment faire. C'est pourquoi les cimentiers, les professionnels du secteur et leurs relais médiatiques, n'ont plus désormais qu'un seul mot à la bouche : trouver des solutions « innovantes » et « bas carbone ». Ils annoncent ainsi leur conversion à l'écologie, nous assurent de leur prise de conscience, et promettent de tout faire pour réorienter leur production vers des solutions « vertes ».

Ces « solutions » sont nombreuses, difficiles à évaluer bien entendu, relevant très largement de la promesse hors-sol qui n'engage que ceux qui y croient. Ainsi, les cimentiers ont par exemple inventé le « béton de terre » décrit comme un substitut au ciment, qui inaugure la transformation de la terre – pensée comme un matériau local et durable – en produit industriel⁴. Les géants du secteur comme Lafarge multiplient les annonces sur la « transition » du secteur de la construction, ils promettent de réduire leur empreinte écologique en utilisant les solutions numériques « intelligentes ». Surtout, ils n'ont qu'un seul mot à la bouche : le béton « bas carbone », « vert » ou encore « décarboné », toujours décrit par ses promoteurs comme la « solution de demain pour réduire la pollution en respectant le plus possible les objectifs du développement durable⁵ ». Pour réaliser ce prodige, une multitude d'innovations sont mises en avant,

pour améliorer les procédés de fabrication, substituer de nouveaux matériaux aux anciens, ou encore limiter la cuisson, principale source d'émission. Certains proposent de remplacer l'extraction du calcaire et de l'argile par du laitier, c'est-à-dire le déchet de la fabrication de l'acier à la sortie des hauts fourneaux. L'une des difficultés est que la production de ce ciment continue évidemment d'émettre des gaz à effet de serre alors que le calcul du CO₂ émis pour fabriquer le laitier n'est pas comptabilisé.

Célébrant la science et l'innovation hexagonale dans un contexte de concurrence internationale exacerbée, des start-up largement soutenues par l'État voient également le jour pour développer ces solutions, à l'image de l'entreprise Hoffmann Green Cement Technologies qui a inauguré en 2018 en Vendée un « site de production 4.0 respectueux de l'environnement et des principes de l'économie circulaire ». L'entreprise annonce dans sa communication la mise au point de liants dont l'empreinte carbone serait divisée par 5 par rapport au ciment classique. Labellisée parmi des programmes d'investissement d'avenir, elle a levé 75 millions d'euros en 2019 et annoncé l'ouverture de nouveaux sites de production pour atteindre une production de 550 000 tonnes par an d'ici 2024.

L'avenir dira ce qu'il adviendra de ces promesses, avec leurs désillu-

sions, leurs effets rebonds à répétition, et leurs échecs cuisants. Il fait néanmoins peu de doute qu'elles visent bien plus à sauver un secteur d'activité jugé stratégique que la planète. Elles n'offrent d'ailleurs que des réponses très partielles et insuffisantes aux nombreux défis écologiques soulevés par la généralisation du béton. Elles accompagnent surtout les projets de relance de la construction en fournissant des arguments aux maires confrontés aux mobilisations écologiques, en permettant de rassurer ou d'anesthésier l'opinion en lui faisant miroiter des miracles technologiques qui n'adviennent jamais. Une fois de plus, ce type d'annonce et de projet autour du béton vert sert surtout à entretenir le déni, à laisser dans l'ombre des choix politiques tout autres qui viseraient d'abord à la décroissance des infrastructures, à l'arrêt des grands équipements comme les stades, les routes ou les supermarchés qui détruisent le monde à petit feu.

1 - Anselm Jappe, *Béton*, L'Échappée, 2020. Voir aussi l'entretien qu'il a donné à *La Décroissance*, n° 174, novembre 2020.
2 - Nelo Magalhães, « Accumuler de la matière, laisser des traces », *Terrestres*, 11 septembre 2019.
3 - « Trafics de drogue, arrivée d'Amazon... Le résumé du Facebook live de François Rebsamen », *Le Bien public*, 15 décembre 2021.
4 - Aldo Poste, « Le retour à la terre des bétonneurs », *terrestres.org*, 2 novembre 2020.
5 - Comme sur ce site de promotion du béton pour les particuliers : guidebeton.com/ciment-decarboné